



QUELLE AFFAIRE !

Utopia annule la sortie nationale d'un film réalisé par un israélien pour le remplacer par un film réalisé par une israélienne en réaction à l'attaque brutale de l'armée israélienne contre des navires chargés de militants pacifistes... et, à notre stupeur, la terre entière s'en émeut, presque autant que de l'agression elle-même.

Utopia, dans chacune des villes où nous sommes implantées, c'est 300 à 400 films par an, dont de nombreux films « boycottés » dans la plupart des autres salles, associés à plus de 150 débats sur toutes sortes de sujets, des actes symboliques à répétition, un travail constant depuis 33 ans avec des associations, sans que personne dans le landerneau médiatique parisien ne remue trop l'oreille sur nos activités et nous voilà soudain l'objet d'un lynchage médiatique en règle auquel participent en quasi totalité les associations professionnelles, les observatoires de tout poil, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la Culture, le Maire de Paris... Nous en sommes d'autant plus surpris que peu de monde, parmi les associations en question et les tenants de la presse écrite nationale ne s'est donné la peine (à l'exception notable de Libération et de Télérama) de venir prendre des informations à la source. Ce que fit, par exemple le New-York Times qui nous interrogea longuement au téléphone. Quant à la revue Actualité Juive, qui prit le soin de nous interpellier, elle retranscrit assez fidèlement notre point de vue, à l'exception d'un curieux malentendu (est-il involontaire ?) puisque le journaliste écrit que nous annulions « toute autre projection israélienne ». Information amplifiée par une partie de la presse israélienne elle-même pour qui le réseau Utopia boycotte toujours et définitivement les films israéliens... ce qui provoqua rapidement la réaction des réalisateurs de films habitués à sortir leurs films dans nos salles.

On notera tout de même qu'en province, de la Dépêche du Midi à Sud Ouest en passant par La Provence et le petit gratuit Metro, tous ont essayé de faire correctement leur travail.

Alors questions : cette affaire valait-elle toute cette agitation et toutes ces insultes ? Heureusement compensées par un flot ininterrompu de messages de sympathie.

Pourquoi est-il si difficile de manifester son désaccord avec la politique d'Israël alors que nos gouvernements nous ont très étroitement liés à ce pays par des politiques commerciales, industrielles et culturelles communes. Par exemple, en Midi Pyrénées, Tel Aviv est jumelée avec Toulouse où les échanges sont fréquents et soutenus sur fonds publics.

Pourquoi alors, juifs ou non-juifs, Israéliens ou non Israéliens, n'auraient ils pas le droit d'émettre un point de vue sans qu'on accable les uns de l'adjectif « antisémite » et les autres de « juif honteux » et souvent bien pire... Si nous avons décidé, avec le soutien financier de spectateurs, qui participent à une souscription, de prendre une page de publicité dans Libération, c'est pour faire passer la parole d'Israéliens dont nous ne sommes pas convaincus qu'elle sera relayée par les médias. A observer toutes les horreurs qui se déversent sur tous ceux qui essaient honnêtement d'analyser les faits et l'histoire (voir les articles parus cette semaine dans le toujours excellent Médiapart) il nous semble important de ne pas se laisser imposer le silence par des tentatives d'intimidation ou de culpabilisation.

Nous sommes, naïvement diront certains, convaincus que ce n'est pas par la violence et l'oppression que nous sortirions d'une situation qui nous concerne tous et ne cesse de s'aggraver... mais par « les armes de l'esprit » et en se gardant des simplifications néfastes à la démocratie.

Utopia

NOUS SOUSSIGNÉS, CITOYENS ISRAÉLIENS, CINÉASTES, ENSEIGNANTS ET OUVRIERS DE LA CULTURE

Nous souhaitons remercier le circuit des salles Utopia pour leur décision de décaler la programmation du film israélien «A 5 heures de Paris» et de programmer le film «Rachel» en réaction à l'attaque menée par l'armée israélienne sur la flottille de la Liberté. «Rachel», de la cinéaste marocaine-israélienne-française Simone Bitton, raconte l'histoire de Rachel Corrie, une militante américaine de 23 ans écrasée par un bulldozer de l'armée israélienne alors qu'elle se posait en bouclier humain pour les habitants de Gaza. Un des bateaux de la flottille «Free Gaza» repoussée par les bulldozers israéliens portait le nom de Rachel Corrie. La décision du réseau Utopia a été prise au moment où le bateau «Rachel Corrie» faisait route vers la Bande de Gaza sous blocus et alors que la comédie sentimentale «A 5 heures de Paris» sort dans 50 salles à travers la France.

Nous voyons dans la décision d'Utopia la continuation d'une longue tradition de programmation de films israéliens et palestiniens et d'un engagement profond aux côtés de la culture, des spectateurs et des cinéastes. C'est à la lumière de cet engagement qu'Utopia a modifié son programme et a proposé à ses spectateurs de connaître en profondeur la réalité à Gaza – à travers les yeux d'une cinéaste israélienne. Il ne s'agit pas de censure. Personne n'appelle au boycott des artistes israéliens. Il s'agit d'un acte de solidarité citoyenne, solidarité avec les civils palestiniens de Gaza, avec les membres du mouvement international de solidarité et avec des citoyens israéliens comme nous, qui aspirent à une vie fondée sur l'égalité et la justice en Israël-Palestine.

Malheureusement, la machine de propagande israélienne utilise également la création artistique, y compris le cinéma, pour donner d'Israël l'image d'un Etat démocratique et éclairé, afin de camoufler des crimes de guerre, la ségrégation, l'occupation et la répression. L'establishment israélien inaugure des campagnes de «repositionnement» publicitaire et des opérations d'image de marque en collaboration avec le ministère des affaires étrangères et celui de la culture, alors qu'en Israël, la ministre de la culture répète que «le cinéma israélien prouve à chaque fois que la culture est la meilleure ambassadrice de l'Etat». La même ministre s'en prend violemment et publiquement à toute critique de l'occupation et de l'apartheid, que celle-ci soit exprimée par des artistes citoyens israéliens ou étrangers.

Le gouvernement israélien emploie un appareil de terreur et de censure contre toute possibilité d'expression artistique palestinienne libre. Cet appareil persécute des artistes et des intellectuels palestiniens, empêche des projections de films, des conférences académiques et des événements culturels. Et interdit l'entrée sur le territoire aux artistes et intellectuels internationaux qui souhaitent exprimer leur solidarité avec les opprimés.

Nous refusons de faire partie de cette machine bien huilée de propagande, nous refusons de prendre part au camouflage de l'occupation et de la répression et de contribuer à la création d'une image de «démocratie éclairée». Nous refusons toute tentative de transformer le persécuté en persécuté, et l'agresseur en agressé – que ce soit dans les eaux internationales ou dans le monde de la culture.

Nous sommes heureux que les gens d'Utopia soient nos alliés et partenaires dans notre combat pour l'égalité et la justice.

Merci Utopia !

LES CINQUANTE PREMIERS SIGNATAIRES AU 14 JUIN 2010 : HANNAN ABU-HUSSEIN, ARTISTE VISUEL - UDI ALONI, RÉALISATEUR - ARIELLA AZOULAY, CINÉASTE ET ESSAYISTE - Yael BARTANA ARTISTE VIDEO - MOHAMMAD BAKRI, RÉALISATEUR ET COMÉDIEN - SALEH BAKRI, COMÉDIEN - DAPHNA BARAM, ÉCRIVAINNE - Yael BERDA, SOCIOLOGUE, POÈTE - TAMAR BERGER, ÉCRIVAINNE - HAIM BRESHEETH, CINÉASTE ET UNIVERSITAIRE - AMIT BREUER, PRODUCTRICE - SAMI BUKHARI, ARTISTE VISUEL - SHAI CARMELI POLLAK, RÉALISATEUR - SAMI SHALOM CHETRIT, CINÉASTE, ÉCRIVAIN, POÈTE - SCANDAR COPTI, RÉALISATEUR - YASMEEN DAHER, POÈTE - ANAT EVEN, RÉALISATRICE - JACK FABER, ARTISTE VISUEL - AVNER FAINGULERNT, RÉALISATEUR, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE CINÉMA SAPIR À SDEROT - Yael FREIDMAN, UNIVERSITAIRE - GALI GOLD, UNIVERSITAIRE, PROGRAMMATRICE DE CINÉMA - NATALIE HAZIZA, RÉALISATRICE - ALA HLEHEL, ÉCRIVAIN ET SCÉNARISTE - AVI HERSHKOVITZ, RÉALISATEUR - RACHEL LEAH JONES, RÉALISATRICE - HAGIT KEYSAR, ARTISTE VISUELLE - MAKRAM KHOURY, COMÉDIEN, METTEUR EN SCÈNE - CLARA KHOURY, COMÉDIENNE - Yael LERER, ÉDITRICE, ÉDITIONS ANDALUS - AIM DEUELLE LUSKI, UNIVERSITAIRE, ARTISTE VISUELLE - YOSEFA LOSHITZKY, UNIVERSITAIRE - JULIANO MER-KHAMIS, CINÉASTE, METTEUR EN SCÈNE, COMÉDIEN - EREZ MILLER, ARTISTE VISUEL - RUCHAMA MARTON, PRÉSIDENTE DE PHR - RELA MAZALI, ÉCRIVAINNE - AMAL MURKUS, CHANTEUSE - DORIT NAAMAN, UNIVERSITAIRE, VIDÉASTE - IDIT NATHAN, ARTISTE VISUELLE - JUDD NE'EMAN, RÉALISATEUR, UNIVERSITAIRE, LAURÉAT DU PRIX ISRAËL DU CINÉMA - OFER NEIMAN, UNIVERSITAIRE - ILAN PAPPE, HISTORIEN, UNIVERSITAIRE - EREZ PERI, DIRECTEUR DU FESTIVAL DES FILMS DE SUD À SDEROT - ZMIRA RON, METTEUR EN SCÈNE - OZ SHELACH, ÉCRIVAIN - ELLA SHOHAT, UNIVERSITAIRE, ÉCRIVAIN - EYAL SIVAN, RÉALISATEUR UNIVERSITAIRE - RENÉE SIVAN, MUSÉOLOGUE - MATI SHERMOELOF, POÈTE - AMIR TERKEL, CINÉASTE - ERAN TORBINER, RÉALISATEUR - EINAT WEIZMAN, COMÉDIENNE.

Se réveiller ! Par Eyal Sivan Cinéaste et enseignant Israélien

Qu'on soit pour ou contre la décision prise par le réseau Utopia de se désengager de la sortie nationale du film israélien «A 5 heures de Paris» de Leonid Prudovsky en décalant sa sortie de quelques semaines, pour programmer un autre film réalisé par une cinéaste israélienne «Rachel», de Simone Bitton, le réseau Utopia doit être salué pour avoir utilisé sa liberté d'action et d'expression.

Salué pour avoir désenclavé le débat complexe à propos du boycott académique et culturel du régime israélien et l'avoir transformé en un mode d'action qui mérite d'être discuté. L'appel au BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) a été émis par des sociétés civiles palestiniennes et relayé par des centaines d'associations à travers le monde, y compris par des organisations et personnalités israéliennes. L'amalgame entre l'appel au boycott (dont les règles sont précises et n'impliquent pas des individus, mais des organisations) avec l'acte de solidarité d'Utopia a permis, malgré la campagne de désinformation, de désenclaver un débat ouvert depuis un long moment déjà, partout en France, y compris dans les salles Utopia, mais qui était boycotté par les médias et donc ignoré du grand public.

En agissant ainsi, Utopia a répondu à un appel pressant de relayer la critique, l'opposition et la contestation exprimées dans le cinéma palestinien et dans certains films israéliens, et de les



transformer en une action citoyenne. Il s'agit de changer les relations entre les films, les diffuseurs / programmeurs et les spectateurs du cinéma en provenance d'Israël-Palestine. Car, grand consommateur de cinéma israélien, et parfois palestinien, le public français (et européen) n'est pas que l'otage de la machine de soutien à la distribution cinématographique du gouvernement israélien. Le public français et européen est aussi avide de comprendre, et avide d'espoir.

A la question incessante posée par le public lors

de débats dans les quelques salles qui accueillent les films boycottés par les grands circuits : «Que peuvent faire des citoyens lorsque le gouvernement français et les hommes et femmes politiques n'ont pas seulement démissionné d'un quelconque rôle dans le conflit israélo-palestinien, mais qu'ils se sont alignés, en solidarité, parfois obscène (comme ce fut le cas au lendemain de l'attaque israélienne sur Gaza), derrière la politique criminelle des autorités israéliennes ?» L'équipe de Utopia a répondu par un acte citoyen et professionnel.